

Les ambulanciers, les soldats de l'ombre

Mandatés par le SAMU pour transporter les personnes atteintes du Covid-19 vers un hôpital, ils ne sont pourtant pas considérés comme professionnels de santé prioritaires.



Les ambulanciers, les soldats de l'ombre

Ils sont 57 000 ambulanciers à sillonner les routes de France. Depuis l'épidémie de coronavirus qui envahit le pays, ce sont eux qui prennent en charge, aux côtés des pompiers, les patients qui doivent être hospitalisés en urgence.

Des transports à hauts risques donc, puisqu'ils exigent le contact direct avec les malades qu'ils doivent aller chercher à leur domicile. Alors, face à la peur légitime de contracter le virus et de devenir vecteur de transmission, ils s'insurgent contre le fait de ne pas être considérés comme professionnels prioritaires dans la distribution des masques protecteurs adéquats.

Leur activité normale ayant lourdement chuté avec le report des interventions médicales non urgentes, ils sont pourtant devenus, en quelques jours, le premier maillon de la chaîne de secours dans une course contre la montre d'un ennemi invisible et omniprésent.

Mais, si leurs diplômes sont validés par le ministère de la Santé, ils restent affiliés au ministère des Transports de par leur statut privé. Une particularité qui les a privés du décret permettant aux professionnels de santé d'obtenir des masques FFP2, les seuls reconnus comme protections efficaces. Même problème pour avoir droit à des sur-blouses, des gants, des lunettes... Et ce malgré la présence indispensable de deux employés, confinés dans l'ambulance avec le patient.

Il leur a donc fallu trouver des stocks de masques chirurgicaux ou artisanaux, et faire appel aux dons en attendant mieux. « On est des laissés-pour-compte. On essaie de rationner et on n'applique absolument pas le protocole, comme on n'a pas de masques FFP2, on utilise des masques chirurgicaux qui ont une utilité limitée. Au ministère, ils m'ont expliqué que les masques chirurgicaux étaient aussi efficaces que les FFP2 et que les 250 millions de masques commandés allaient être distribués dans les prochaines semaines sauf qu'on arrive au pic », explique Rachid Soukhmani, président de l'Association pour la Défense des Transporteurs Sanitaires (ADTS).

Dans d'autres régions, moins touchées par l'épidémie, certains ambulanciers semblent mieux équipés, grâce à des kits de protection fournis par les hôpitaux. Mais lorsque le pic sera là, les stocks risquent de s'épuiser rapidement avec la multiplication des interventions. D'autant que le véhicule doit être entièrement désinfecté après le passage d'un malade potentiellement porteur du virus.

Et les annonces du ministre de la Solidarité et de la Santé, promettant aux entreprises de transports sanitaires une boîte de 50 masques par entreprise et par semaine, sont loin de rassurer les ambulanciers.

« Ce que vous nous promettez équivaut à envoyer à la guerre un soldat d'infanterie avec une balle par semaine pour aller combattre l'ennemi » peut-on lire sur la page Facebook du Collectif Ambulancier des Transports Sanitaires et d'Urgence de France (CATSUF).

À l'inquiétude se mêle désormais la colère, et les professionnels, aujourd'hui en première ligne dans la lutte contre le coronavirus, espèrent bien intégrer le ministère de la Santé, plutôt que de continuer à exercer sous la tutelle du ministère des Transports.

Leur implication actuelle fait partie des éléments évidents pour pouvoir réaliser leur souhait.

Retrouvez l'actualité des Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Béarn et Pays Basque sur PresseLib ici

